

Les deux Centrafrique

Dans ce pays, le Défap est en lien avec deux Églises : l'EPCR (Église Protestante Christ-Roi), membre de la Cevaa, à Bangui, et l'EELRCA (Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine), qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et instable. Entre ces deux lieux, la capitale et la province, d'énormes disparités, à commencer par les conditions de circulation et la sécurité. Le point avec cet article de Valérie Thorin (responsable du suivi de la Centrafrique au Défap) publié dans la Lettre du Défap de février 2019.



*Rencontre des partenaires internationaux de l'EELRCA –
29-30 octobre 2018 © Valérie Thorin pour Défap*

Il y a deux Centrafrique. Celle de la capitale, Bangui, donne l'impression que les institutions fonctionnent, que la sécurité est assurée et que la paix est revenue.

L'activité urbaine témoigne d'une certaine reprise économique, perçue par le biais des services (banques,

commerces, hôtellerie, restauration) et des télécommunications (le sacro-saint portable...). Les usines de transformation tournent à plein régime : boissons, sucre, cigarettes même si l'agriculture reste malgré tout le principal contributeur au PIB (pour 43% en 2017) avec le café, le coton, le palmier à huile et le bois.

La RCA engrange donc des recettes fiscales liées à toutes ces activités économiques (9,1% du PIB en 2017) mais elles restent en deçà des dépenses (14,9% du PIB), ce qui signifie une forte dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure (FMI, Banque mondiale, Banque africaine de développement, Union européenne et France).

La seconde...

Pour aller plus loin :

- [Retrouvez cet article dans la Lettre du Défap n°19, février 2019](#)
- [RCA : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Centrafrique : «À Bouar, des déplacés musulmans reviennent»](#)
 - [Centrafrique : guérir du traumatisme](#)
 - [Centrafrique : «La crise a développé le dialogue interreligieux»](#)
 - [Centrafrique : l'EELRCA, un espace de réconciliation au cœur du conflit \(rapport de 2014\)](#)
- [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)

La «seconde Centrafrique» est celle de la province. Près de 80% du pays – du centre à l'est – est aux mains des bandes armées, dirigées par des chefs de guerre se comportant comme de petits proconsuls, tout-puissants et violents. L'ouest est plus tranquille. Certes, il y a toujours des voyous qui jouent les coupeurs de routes, mais ils se satisfont en général de quelques francs CFA. À Bouar, ville où est installée l'administration de l'Église évangélique luthérienne de Centrafrique (EELRCA), les Casques bleus des Nations unies font office de gendarmerie, un blindé posté au carrefour principal en guise de dissuasion.

Et presque rien ne fonctionne : quasi-absence de réseau téléphonique, pas ou très peu d'eau courante, pas d'électricité hormis lorsque les groupes électrogènes sont en marche, quelques heures à la nuit tombée parce que le carburant doit être utilisé avec parcimonie. Les pistes sont dans un état lamentable, défoncées, inondées et les routes dites goudronnées sont souvent effondrées ; il n'y a pas d'écoles publiques sauf dans les villes et très peu d'hôpitaux. D'où l'importance du réseau que l'EELRCA a réussi à mettre en place en ce qui concerne l'éducation et la santé.

La région est grosse productrice d'or et de diamants alluvionnaires (les fameux diamants de Centrafrique...) et la forêt pluviale permet l'exploitation des bois précieux. Les trafics sont intenses. Il est fréquent de croiser des camions grumiers le soir et la nuit, alors qu'ils devraient avoir quitté les pistes à 16h30 (la nuit tombe vers 17h). Les diamants peuvent être « pêchés » par tout un chacun et les collecteurs, qui ont

pignon sur rue dans la moindre bourgade, font des bénéfices de l'ordre de 1 pour 10 000...

À Carnot, préfecture et plaque tournante du commerce des pierres, certaines maisons ressemblent à des palais des mille-et-une nuits. Mais pour un sultan, 10 000 pauvres bougres se tuent au travail.

Valérie Thorin, envoyée spéciale



L'école de théologie de l'EELRCA à Baboua, l'un des projets soutenus par le Défap – 29-30 octobre 2018 © Valérie Thorin pour Défap

«Ça m'a fait grandir d'un

coup»

Partir à l'étranger avec le Défap, ce n'est pas seulement découvrir un autre pays, une autre culture, et y vivre de nombreux mois en immersion : c'est aussi se découvrir soi-même. Illustration avec Sarah Zelmati, partie en service civique au Sénégal. Passionnée de chant et de musique, cherchant à suivre une formation musicale avant de s'y engager professionnellement, elle a été, au cours de l'année 2017-2018, animatrice d'un atelier musical et artistique au sein du projet Beer Shéba à Fatick.



Sarah Zelmati, dans le jardin du Défap après son retour de mission © Défap

Comment avez-vous décidé de partir en service civique avec le Défap au Sénégal ?

Sarah Zelmati : J'envisageais depuis longtemps d'aller à l'étranger. J'avais déjà vécu au Sénégal avec ma famille, pendant trois ans, à partir de l'âge de un an et demi. Mais je ne savais pas dans quel cadre repartir.

Je voulais poursuivre des études dans la musique : je visais d'abord un CAP-BEP lutherie, spécialité guitare. Un cursus de deux ans, au bout duquel j'envisageais de partir à Londres, pour rejoindre une école spécialisée renommée : l'institut de musique contemporaine Performance (ICMP). Mais les inscriptions pour le CAP-BEP ne se font que tous les deux ans, et j'avais toute une année à attendre. C'est alors qu'est revenue cette idée de voyager, faire des rencontres, m'enrichir sur le plan culturel, et je me suis dit que c'était une bonne opportunité. J'ai découvert la possibilité de partir via un service civique. J'ai eu la chance de tomber sur un poste d'animation musicale au Sénégal, proposé par le Défap. Combiner la musique, et le Sénégal qui représentait pour moi une sorte de retour aux sources, ça me paraissait idéal.

Et qu'avez-vous découvert une fois sur place ?

Pour aller plus loin :

- [Retrouvez l'actualité du Défap au Sénégal](#)
- [Présentation du projet Beer Shéba](#)

Sarah Zelmati : Je ne savais pas vraiment dans quoi je m'embarquais. Quand on part comme ça, on ne se figure pas à quoi on s'engage, on s'attend à tellement de choses ; mais ce qu'on s'imagine, ce n'est pas ce qu'on vivra vraiment une fois sur place. Il n'y a rien de préparé, on découvre jour après jour ; on se découvre. Je suis partie enthousiaste ; j'ai découvert au Sénégal la différence entre ce pays que j'avais idéalisé, et le pays réel. Ce genre d'expérience, ça change notre perception du monde, de nous-mêmes. Il y a des choses qu'il est difficile de vivre à l'étranger ; j'étais toujours très entourée, et pourtant je me suis souvent sentie seule. À 19 ans, je n'étais pas vraiment une adulte... Ça m'a fait franchir un cap, de me sentir ainsi toute seule, comme si je m'étais retrouvée sur une île déserte. Ça m'a fait grandir d'un coup.

Que vous a apporté cette mission de service civique ?

Sarah Zelmati : Quand je suis arrivée au Sénégal et que la réalité m'a frappée, j'ai commencé par me renfermer. L'image de carte postale que j'avais de ce pays est soudain devenue très négative. Puis, au fil du temps, elle a de nouveau évolué vers le positif. C'est comme si j'avais débarqué sous un orage de grêle, et que

j'avais fini ma mission sous un bel arc-en-ciel. J'ai quand même réussi à me battre contre pas mal de choses qui auraient pu m'abattre, et j'en suis ressortie avec un sentiment de victoire sur la vie. On doit se confronter à d'autres manières de penser, de vivre ; se redécouvrir soi-même à travers une autre culture... et avec les autres. On se découvre plus, humainement, avec les autres. Rétrospectivement, je me dis que j'ai vécu une très belle mission. Du coup, maintenant, j'ai envie d'y retourner. J'ai appris à ne pas rester sur un idéal ; à prendre l'expérience telle qu'elle vient, pour me rendre compte finalement que c'était fou de vivre ça, de partir à 19 ans aussi loin, aussi longtemps, toute seule, et en tenant jusqu'au bout.

Et pour la suite ?

Sarah Zelmati : Ça a renforcé mes choix pour la suite de mes études. J'ai aussi beaucoup mûri musicalement. J'ai maintenant le sentiment que je dois prendre ma vie en main, que je dois arrêter de me mettre des barrières. Être jeune, aujourd'hui, dans la société française, c'est être exposé à tout un tas de barrières, à des discours du genre : «la fac, c'est une usine à chômeurs ; vous n'y arriverez pas...» Face à ça, je suis vraiment contente d'avoir vécu cette

expérience, d'avoir osé. C'était une période vraiment riche, et j'en sors en étant d'autant plus sûre de ce que je veux faire.

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

«Les envoyé-e-s sont une banque de données de l'interculturalité»

Partir comme envoyé-e, laisser sa vie et ses habitudes derrière soi pour aller à la découverte de l'autre, d'un autre pays, d'une autre histoire, d'une autre culture, c'est une aventure qui change une vie. La «session retour» commune organisée par DM-échange et mission, la Cevaa et le Défap a permis de voir les traits communs dans les parcours de celles et ceux qui sont parti-e-s grâce à ces trois organismes. Rencontres avec trois de ces envoyé-e-s : Jérémie

Vercier, parti avec le Défap ; Rija Rabemananjara, envoyé Cevaa ; et Agnès Thuégaz, envoyée de DM-échange et mission.



*Photo de groupe de la session retour commune ©
DM-échange et mission*

**«J'avais envie de me mettre
au service de l'autre»**



*Jérémie Vercier © DM-
échange et mission*

Défap Jérémie Vercier

C'est à 21 ans que Jérémie Vercier a posé les pieds à Madagascar dans le cadre d'un service civique de dix mois. «J'avais envie de me mettre au service de l'autre. J'avais fini ma formation, le Défap proposait un an de travail à Madagascar et c'était dans mes compétences.» Au Centre accueil des enfants orphelins et démunis Akanisoa, à Antsirabe, qui compte une vingtaine d'enfants âgés de 7 à 17 ans, Jérémie s'attendait à faire de l'animation. «Je suis électricien et j'ai pas mal animé de camps et groupes

d'enfants.» Mais comme Akanisoa a besoin d'un instituteur pour ses petites classes, CP et CE1, le jeune homme se met à la tâche. Avec plaisir. «J'ai reçu une famille là-bas. Pour les plus âgés, j'étais le grand frère et pour les petits, j'étais le papa», raconte-t-il avec émotion. «Le jour de la Fête des pères, tous les enfants m'ont apporté un cadeau. J'ai craqué, c'était fort !» Installé dans cet orphelinat luthérien, Jérémie a rejoint une communauté francophone pour vivre sa foi. «D'abord, il y avait la barrière de la langue. Ensuite, le culte me semblait trop différent de ce à quoi j'étais habitué. Ça n'allait pas le faire.»

Durant cette expérience positive et enrichissante, Jérémie est heureux. «J'étais convaincu d'être à ma place. Je n'allais pas tout révolutionner, non. Mais j'ai fait ce que je pouvais faire.» Après dix mois, Jérémie remet le cap sur le sud de la France où vit sa famille. «Le retour a été compliqué. La France ne s'était pas arrêtée de tourner pendant un an. Je me suis confronté au fait que je n'avais plus ma place.» Au sein même de l'Église où il s'attendait à pouvoir raconter son vécu, Jérémie ne reçoit pas l'accueil escompté. «J'ai donné mon témoignage une seule fois ! J'étais parti, tout le monde était au courant, mais j'ai fini par me demander

ce que les gens en avaient à faire...» Sa place retrouvée, Jérémie, 25 ans, qui vit aujourd'hui à Pontarlier, s'implique dans un groupe de jeunes. En été 2019, ce dernier devrait prendre le chemin de la Thaïlande pour travailler au sein d'un orphelinat. «Le Défap nous soutient grâce à un séminaire d'aide à la préparation au départ», précise le jeune homme.

«Contribuer au changement»



*Rija Rabemananjara © DM-
échange et mission*

Cevaa

Rija Rabemananjara

C'est suite à la venue d'un groupe italien à Madagascar, en 1992, que Rija a eu la première opportunité de partir en Europe. Avec la Cevaa, l'envoi s'est déroulé en Sicile de 1996 à 1999. Le 2e envoi, de 2010 à 2016, s'est mis en place via la Cevaa au Bénin où Rija, agronome, a travaillé en qualité de conseiller formateur en gestion de projets au sein de l'EPMB (Église protestante Méthodiste du Bénin). «Le processus de préparation a été extrêmement important, se souvient-il. Les relations avec la Cevaa et l'EPMB par mail et téléphone m'ont mis progressivement dans le bain. Pour savoir avec qui j'allais travailler et ce qui se passait sur le terrain.» A leur arrivée au Bénin, Rija et son épouse se sentent rapidement à leur place. «On a été bien reçus et encadrés pour s'insérer dans le tissu social.» C'est nettement moins évident pour leur fils alors âgé de 9 ans qui a de la peine à trouver ses marques. «A l'école, il était traité de «petit blanc». Il a été malmené quand le sujet de l'esclavage a été abordé et a eu de vrais moments de déprime.» Avec le soutien de l'EPMB, Rija et sa famille déménagent à Cotonou où se

trouve une communauté malgache. «C'était ce qu'il fallait faire : à partir de là, ça c'est bien passé.»

En plus d'un enrichissement en termes de compétences et d'expériences professionnelles, Rija et sa famille ont vécu une expérience humaine personnelle qu'ils considèrent tous trois comme «un trésor». Vivre six ans dans un pays d'Afrique de l'Ouest leur a permis de dépasser les clichés. «Certains Malgaches cultivent un sentiment de supériorité par rapport aux Africains et aiment affirmer qu'ils sont, eux, Asiatiques.» Au Bénin, Rija a constaté que pas mal de choses fonctionnent mieux au Bénin qu'à Madagascar. «Chez nous, on ne se presse pas trop, c'est le moramora. Au Bénin, tout le monde court partout !»

Au final, le Malgache a aimé ce temps d'envoi où il s'est senti là pour «apporter ce que je pouvais apporter et contribuer au changement.» Mais pour lui aussi, le retour a été ardu. «Lors du retour de nos deux envois, en Italie et au Bénin, j'ai été déçu. J'avais l'impression que mon Église FJKM avait oublié que j'ai été envoyé dans le cadre d'un partage de ressources entre églises membres de la Cevaa. Personne ne m'a demandé comment c'était...» Désormais installé dans

la Grande Île, Rija garde des liens forts avec la Sicile, l'EPMB et la communauté malgache de Cotonou. Et il travaille pour la FJKM où il coordonne les interventions de DM-échange et mission à Madagascar.

«Une aventure de six ans»



*Agnès Thuégaz © DM-échange
et mission*

DM-échange et mission Agnès Thuégaz

«Dix-huit mois pour se préparer, trois ans sur

place et dix-huit mois pour se sentir de retour : c'est une aventure de six ans !» Voici comment Agnès Thuégaz, une Valaisanne envoyée avec son mari Patrick et leurs trois enfants au Cameroun, résume son envoi. Avant d'entrer dans les détails. «Avant notre départ ma vision de la mission était forcément située, conditionnée par mon point de vue d'occidentale. Pendant les trois ans à Bafoussam, je me suis souvent questionnée sur mon rôle d'envoyée de DM-échange et mission. De quoi étais-je porteuse ? Ou complice ? J'ai réalisé qu'une relecture des relations liées à la colonisation était nécessaire, autant au Nord qu'au Sud.» De retour en Suisse, Agnès achève sa formation de pasteure et réalise aujourd'hui que son envoi est «métabolisé», comme elle dit. «Il fait partie de moi, de ma vie. La mission, je n'ai pas envie de la dire, mais de la vivre. Etre prête à la vivre avec quiconque au Sud comme au Nord à la lumière de l'Évangile dans une relation basée sur le respect et la confiance.»

A son retour et à de multiples reprises, la famille au complet a raconté, expliqué et témoigné de son vécu camerounais. «Les enfants ont mis et remis leurs pagnes, mais là ça fait partie de nous. Quand l'un de nous en a envie, on se fait une soirée camerounaise et on parle !» Consciente que chacune et chacun a vécu les

choses différemment, elle apprécie de s'être laissée travailler par l'équilibre du donner et du recevoir. «Par moments, on a presque trop donné. Et à d'autres moments, on a tellement reçu.» Des dons et des échanges que la famille Thuégaz vit encore grâce aux forts liens d'amitié tissés sur place.

Sylviane Pittet
DM-échange et mission

Partir, revenir... et après ?

Durant le premier week-end de décembre, neuf envoyé-e-s de retour évoquaient leurs attentes avant, pendant et après leur travail auprès d'un partenaire de la Cevaa, du Défap et de DM-échange et mission. Compte-rendu d'une session retour avec des participant-e-s français et suisses mais également togolais, malgache et rwandais.

Une première.



*Photo de groupe de la session retour commune ©
DM-échange et mission*

Comment valoriser l'envoi de personnes ? Dans quelles conditions vivent-elles leur mission ? Quelles sont les difficultés du retour ? Ces questions, et bien d'autres, la dizaine d'envoyé-e-s de retour réunie à Longirod le temps d'un week-end, les a évoquées. En mettant l'accent sur trois domaines précis – professionnel, personnel et spirituel. Pour quelques participant-e-s, plusieurs années s'étaient écoulées depuis leur envoi. Plusieurs pensaient à repartir et certaine-e-s, comme Marie-Bénédicte Loze, envoyée Défap en Haïti de 2014 à 2016, ne se sentaient pas forcément «en mission». «J'étais envoyée par l'Église mais pour moi, c'était clairement professionnel. Mon poste dans la gestion de

projet au sein de la Fédération des écoles protestantes était défini dans ce sens.» Même son de cloche du côté de Caroline Daval, envoyée en service civique en qualité de médiamaticienne au Togo durant deux ans avec le Défap. «Je n'ai jamais eu l'impression d'être en mission. Je n'ai rien apporté, j'ai tout reçu.»

D'un point de vue personnel et spirituel, André Paley, envoyé Cevaa au Cameroun entre 2014 et 2016, a vécu des temps compliqués. «Physiquement, c'était très dur, j'ai été malade à plusieurs reprises. Ensuite, la corruption qui touche tous les secteurs au Cameroun a été difficile à vivre.» C'est d'un point de vue professionnel qu'André s'est «éclaté.» «En gérant un centre hôtelier à Douala, marché très prometteur, j'ai eu la chance de diriger une équipe d'une vingtaine de personnes, de construire des projets ensemble. Et ça marchait, on dégagait des salaires !»

«Je ne voyais pas où était le problème...»

Pour aller plus loin :

- [Session retour du Défap : l'heure du bilan](#)
- [Comment préparer «l'après-mission»](#)
- [Session retour 2018 : prévoir l'atterrissage](#)
 - [Session retour 2018 : les images de la première journée](#)
 - [Session retour 2018 : les images de la dernière journée](#)
- [Chloé, envoyée au Bénin : «On apprend aux autres, et on apprend des autres»](#)
- [Envoyés : en route pour la session retour !](#)
- [Madagascar : «Un projet de couple, mûri à deux»](#)
- [Le site de l'Agence du Service Civique](#)
 - [Présentation du Défap par quelques-uns de nos partenaires : France Volontaires...](#)
 - [... et Coordination Sud, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale.](#)

Également envoyé par la Cevaa, c'est au Maroc que Daniel Dushimimana a travaillé de 2013 à 2017. Pasteur de la paroisse de Rabat, il gère également l'aumônerie des étudiant-e-s en théologie de l'Institut Al Mowafaqa. «C'était un temps de découverte interculturelle, d'ouverture au monde de la mission et de croissance

familiale. Un temps de recul, un nouveau regard sur la mission de l'Église dans ce temps de mondialisation,» dit-il. Durant ces quatre ans, Daniel a tissé de forts liens familiaux et développé des compétences en travaillant avec une quarantaine de nationalités différentes. D'ailleurs, son expérience marocaine porte ses fruits au Rwanda : «Je vais participer à un projet de développement de plaidoyer et de suivi des personnes migrantes dans deux camps de réfugiés burundais et congolais dans l'est du pays.»

Avant son départ pour la Grande Ile, Gaël Forestier, civiliste envoyé par DM-échange et mission, souriait en entendant parler des difficultés qu'il pourrait vivre au retour. «Je ne voyais pas où était le problème, j'allais rentrer et retrouver ma place.» Ce n'est pas exactement comme cela que ça s'est passé. «J'ai eu pourtant sept semaines de vacances et repris une classe, à Yverdon, avec laquelle j'avais correspondu depuis Madagascar, mais ça n'allait pas du tout.» Après trois semaines d'école à la Suisse – où il se met hors de lui quand les élèves se plaignent de griffures sur le pupitre...–, le jeune enseignant songe sérieusement à changer de métier. «J'ai tenu bon, et là, ça va mieux !»

Au final, plusieurs envoyé-e-s présent-e-s lors de ce week-end ont trouvé leur retour compliqué (lire les témoignages de Rija et de Jérémie ci-après). Ce qui fait réfléchir Espoir Adadzi, envoyé Cevaa à Genève depuis deux ans. «Je vais me préparer à cela, même si c'est un peu tôt, souligne-t-il. Je vais également faire attention à l'intégration de ma famille et à ce que vivent mes enfants.» Des échanges d'expériences utiles et constructifs.

Sylviane Pittet
DM-échange et mission

Migration avec dignité

La Journée internationale des migrants, en ce 18 décembre, est l'occasion de dissiper les préjugés et de sensibiliser l'opinion à leurs contributions dans les domaines économique, culturel et social, au profit tant de leur pays d'origine que de leur pays de destination.



En 2018, près de 3400 migrants et réfugiés ont perdu la vie.

Traiter chaque migrant avec dignité est l'une des exigences fondamentales qui doit guider chacune de nos actions. La migration est le grand enjeu de notre époque mais elle représente également un moteur pour la dignité, car elle permet aux individus de choisir de participer plutôt que de s'isoler. Voilà pourquoi, en ce 18 décembre, journée internationale des migrants, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) lance la campagne #AvecDignité.

Pour aller plus loin :

- [«On n'empêche pas l'humanité de se mouvoir» : Geneviève Jacques, de la Cimade, invitée au Défap](#)
 - [La Déclaration de New York](#)
 - [Le site de l'OIM](#)
 - [Visiter le blog «Exilés l'accueil d'abord»](#)
- [«Accueillons les exilés» : la page Facebook](#)
- [En savoir plus sur la Journée internationale des migrants](#)

«Nous sommes aujourd'hui une espèce en mouvement, souligne le directeur général de l'OIM, António Vitorino ; des centaines de millions d'entre nous sont, au sens le plus large, des migrants. Il reste beaucoup à faire. Et apprendre. Mais la dignité vient en premier. Avant tout, la dignité de choisir. La migration est un facteur de dignité car elle permet aux personnes de choisir de se sauver, de se protéger, de s'éduquer ou de se libérer. (...) Nous devons honorer ces choix en les respectant. Nous les respectons en traitant ceux qui font de tels choix avec dignité.» Ériger des murs ne peut être une solution : le responsable explique que «la guerre, le changement climatique, la démographie et l'écart

grandissant entre les nantis et les démunis contribuent à rendre plus importante la dépendance des hommes à la migration comme moyen d'assurer la sécurité et le bien-être des individus, des familles et des communautés».

L'Assemblée générale de l'ONU en 2016 a adopté des engagements essentiels visant à renforcer la protection de millions de personnes déplacées de force et qui se déplacent pour d'autres motifs dans le monde entier. Par ce texte, appelé la Déclaration de New York, les États Membres se sont engagés à :

- Protéger les droits des réfugiés et des migrants;**
- Sauver des vies;**
- Partager la responsabilité du soutien et de l'accueil de ces réfugiés et migrants;**
- Entamer des négociations menant à une conférence internationale;**
- Adopter en 2018 un pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et**

régulière.

On compte 258 millions de migrants dans le monde soit 3,4 % de la population. Près de 40 millions sont des enfants et des étudiants. Ils se déplacent majoritairement en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, avec seulement un tiers vivant en Europe.

Retrouvez ci-dessous le message du directeur général de l'OIM, António Vitorino, à l'occasion du lancement de la campagne #AvecDignité le 18 décembre, journée internationale des migrants :

Madagascar : à la découverte d'un pays, d'une culture, et de soi-même

Comment décide-t-on de partir en mission avec le Défap ? Les motivations peuvent être nombreuses, les facteurs déclencheurs multiples... Une chose est sûre : c'est une aventure dont les envoyés du Défap sortent transformés. Et qui aura des implications à long terme dans leur vie personnelle, professionnelle, ou spirituelle. Rencontre avec Mahieu Ramanitra, envoyé en tant que VSI durant l'année 2017-2018. Il a travaillé au sein du département Éducation de la direction

nationale des écoles de la FJKM ; et il est parti à la recherche des racines de la famille de son grand-père à Madagascar.



Mahieu Ramanitra dans le jardin du Défap, à Paris, après son retour de mission © Défap

Quelles étaient vos motivations pour partir en mission à Madagascar ?

Mahieu Ramanitra : Les motivations pour partir, ce n'est jamais simple ; c'est un ensemble... Je faisais une pause dans mes études. J'ai fait trois ans de prépa littéraire avant d'intégrer l'École Normale Supérieure (ENS) de Lyon en Master Lettres Modernes. J'étais en année de césure entre

M1 et M2. Pendant mon année de Master 1, j'avais été sensibilisé à la situation de réfugiés arrivés en France : j'avais donné des cours de FLE (Français Langue Étrangère) via une association étudiante, [Itinerens](#), qui s'était montée suite à l'arrivée de migrants, pratiquement au moment où j'intégrais l'ENS. Je m'étais aussi rapproché d'une autre association, [Terre d'ancrages](#), qui apporte un soutien matériel et scolaire à des migrants.

Outre cette ouverture, j'avais ce vieux rêve d'aller à Madagascar. Mes parents m'avaient toujours promis de m'y emmener. Finalement, j'ai pris les devants... J'ai toute une partie de ma famille, du côté d'un de mes grands-pères, qui vit encore là-bas. C'est de lui que je tiens mon nom, «Ramanitra», typiquement malgache. Ce grand-père avait une dizaine de sœurs qui ont eu des enfants : j'ai donc aujourd'hui une nombreuse famille à Madagascar. Ça représente dans les 70 personnes auxquelles je suis directement apparenté. Ce voyage a été pour moi l'occasion de renouer des liens, de

participer à tout un rassemblement familial... Mon séjour s'est articulé entre ma mission pour le Défap, la découverte de ma famille malgache que je ne connaissais pas, et la découverte de l'île.

Pour aller plus loin :

- [Madagascar : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [Madagascar : les incertitudes de l'entre-deux-tours](#)
 - [Madagascar : nourrir, accueillir, accompagner](#)
 - [L'enjeu du français à Madagascar](#)
- [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

Comment s'est déroulée votre mission ?

Mahieu Ramanitra : Avant de prendre contact avec le Défap, j'avais envisagé de débarquer directement à Madagascar ; et une fois là-bas, de travailler comme bénévole dans une association. J'avais déjà à cœur d'aider mon prochain... Puis, un cousin m'a parlé des missions que proposait le Défap à Madagascar. J'ai pu partir en ayant le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale) au cours de l'année

2017-2018. J'ai travaillé au sein du département «Éducation» de la direction nationale des écoles de la FJKM (l'Église de Jésus-Christ à Madagascar).

Ma fiche de poste me laissait une grande latitude ; j'ai vraiment défini les contours de ma mission une fois sur place. C'est une liberté qui peut parfois désarçonner, mais qui me convenait très bien. Dans un premier temps, j'ai travaillé surtout en renforcement de l'équipe de la direction des écoles de la FJKM. Je m'occupais principalement de la coordination de projets, de réunions ; j'assistais souvent la directrice, par exemple lors de formations ponctuelles ; j'ai aussi participé au lancement d'une revue et d'un site internet... J'ai même eu l'occasion de travailler sur un discours pour le président de la FJKM.

Dans un deuxième temps, j'ai travaillé davantage sur la formation des enseignants. Ce qui m'a donné l'occasion de sillonner tous les pourtours de l'île à l'occasion de

diverses sessions... J'ai travaillé notamment avec le pôle «Formation continue», qui est financé par [DM-échange et mission](#), l'équivalent suisse du Défap. Ces sessions étaient préparées à chaque fois par les directeurs régionaux, qui rassemblaient tous les enseignants disponibles sur deux journées, l'une consacrée aux écoles primaires, l'autre au secondaire.

Que retirez-vous de votre séjour à Madagascar ?

Mahieu Ramanitra : J'en ai retiré beaucoup de choses pour mes études : en matière de pédagogie, dans mon travail sur la langue, l'interculturel ; et aussi sur la communication non-violente. Sur le plan personnel : je sais comment prononcer mon nom à la manière malgache ; je me suis découvert une nouvelle famille, que je ne connaissais pas... J'ai découvert toute la richesse de ce socle culturel que partagent tous les Malgaches, notamment dans le domaine de la musique et des chants. Ma vision du monde et mes réflexions

personnelles aussi ont évolué : sur la question de la pauvreté, par exemple... Je me suis souvent fait la réflexion que le contraire de la pauvreté n'est pas la richesse, mais la dignité. Même chose sur les questions de non-violence, de démocratie, ou encore d'écologie.

*Propos recueillis par Franck Lefebvre-
Billiez*

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.

«Nous ne pouvons pas

rester entre nous»

Deuxième volet des entretiens réalisés par Campus Protestant avec Jean-Luc Blanc, Secrétaire général du Défap : cette semaine, gros plan sur le projet d'une théologie interculturelle. «Dans toutes nos Églises, souligne-t-il, il y a aujourd'hui des gens qui ont du mal à « accrocher » avec notre manière de vivre la foi. Il y a tout un travail à faire pour mieux pouvoir communiquer». Ce qui peut passer par la théologie, qui a déjà connu de profondes transformations dans l'histoire récente : après la période de la propagation d'une manière de penser et d'une théologie homogènes, est venue celle des réflexions théologiques culturellement marquées – théologies latino-américaine, asiatique, africaine... Désormais, estime Jean-Luc Blanc, «il me semble que nous pouvons

mettre en dialogue ces différents courants...»

Retrouvez également cet entretien sur le site de [Campus Protestant](#).

Réalisation : Jean-Luc Mouton, pour [Campus Protestant](#).

Suisse : DM-échange et missions s'engage dans la réciprocité

DM-échange et mission, l'équivalent du Défap pour les Églises protestantes de Suisse romande, a tenu le 17 novembre son Synode missionnaire (équivalent d'une Assemblée générale) : une réunion qui a vu les premiers résultats d'une réflexion approfondie lancée depuis de nombreux mois sur le futur de l'organisation. S'appuyant sur le constat que le «centre de gravité du christianisme s'est déplacé au

Sud», ce 117ème Synode missionnaire, après un intense débat, a décidé à une large majorité de soutenir une nouvelle vision, dite de «réciprocité». Avec trois thématiques porteuses : la formation théologique, le développement rural, l'éducation.



Les membres du Conseil de DM-échange et mission © DM-échange et mission

C'est par une question aux délégué-e-s qu'Étienne Roulet, président du Conseil de DM-échange et mission, a débuté le 117ème

Synode missionnaire. « Quel type de fraternité à l'échelle du monde voulons-nous manifester et vivre aujourd'hui ? » À cette question, le Conseil apporte ses éléments de réponse par le biais des orientations stratégiques 2020 qu'il porte au vote ce jour et dont un élément clé est la réciprocité.

Pour DM-échange et mission, cette direction s'appuie sur le constat que le «centre de gravité du christianisme s'est déplacé au Sud». Les Églises du Nord pourraient bénéficier de forces renouvelées en recevant le témoignage et le soutien des Églises du Sud.

Pour aller plus loin :

- [Le site de DM-échange et mission, département missionnaire des Églises de Suisse romande](#)
- [Échos du 116ème Synode missionnaire de DM-échange et mission](#)
- [«La mission de partout vers partout : les temps sont-ils mûrs ?»](#)
 - [Medias-pro](#)
 - [RTSreligion](#)

Le Synode missionnaire, après un intense débat, a décidé à une large majorité de soutenir une nouvelle vision. Cette vision, dite de réciprocité, poursuit la solidarité des Églises du Nord envers celles du Sud mais il est reconnu également que ces dernières sont porteuses de richesses pouvant soutenir la mission des Églises au Nord.

Dans un contexte de profonds changements tant sociétaux

qu'ecclésiaux, DM-échange et mission annonce ainsi clairement son identité future. Trois thématiques porteuses se dégageront désormais des projets soutenus dans douze pays d'Afrique, de l'Océan Indien, du Moyen-Orient et d'Amérique latine et également en Suisse :

- la formation théologique,**
- le développement rural,**
- l'éducation, ces deux dernières permettant un lien fort avec la société civile.**

Fort d'une longue expérience dans l'envoi de personnes à moyen et long terme, DM-échange et mission confirme sa volonté de poursuivre et intensifier cet aspect de son

mandat en l'intégrant à cette vision de réciprocité.

Durant l'année 2019, le travail de mise en œuvre de cette nouvelle orientation s'organisera, notamment par le dialogue avec l'ensemble des partenaires, la planification financière et la réorganisation interne du secrétariat.

En complément, retrouvez ci-dessous une interview de [Michel Kocher](#), journaliste et directeur de Medias-pro, l'un des trois partenaires de RTSreligion, le service des émissions religieuses à la Radio télévision suisse.

Haïti : vivre,

étudier et reconstruire après le séisme

Depuis le tremblement de terre du 6 octobre, la réponse des autorités haïtiennes est lente. La Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (FEPH), partenaire privilégié du Défap dans la région, faisait partie des tout premiers intervenants sur place. Le séisme n'était pas une catastrophe majeure, et n'était en rien comparable

avec la catastrophe de 2010 : la mobilisation internationale est donc restée limitée. Pourtant, les besoins sur place sont nombreux : écoles fragilisées ou qui devront à terme être rasées, matériel scolaire à remplacer... Rencontre avec Christon St Fort, directeur exécutif de la FEPH, qui évoque la situation post-séisme.



Rencontre organisée par la

FEPH dans la région touchée au lendemain du séisme © FEPH

En Haïti, l'éducation est un secteur où les besoins sont criants : selon les chiffres de la Banque Mondiale, plus de 200.000 enfants ne sont pas scolarisés. Les écoles publiques sont une petite minorité (9 écoles sur 10 sont des établissements privés); et le niveau général est tellement faible que moins de 5% d'une classe d'âge obtient le bac. Dans ce contexte, la Fédération des Écoles

***Protestantes d'Haïti (FEPH),
grâce à son réseau de 3000
écoles protestantes,
revendique la scolarisation de
300.000 enfants. Elle est
soutenue directement par le
Défap à travers des
financements directs et à
travers ses envoyés ; elle
fait aussi partie des
partenaires privilégiés de la
Plateforme Haïti, mise en
place sous l'égide de la
Fédération protestante de
France et où le Défap se
retrouve aux côtés de divers
acteurs du protestantisme
français impliqués dans ce***

pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.

Or de nombreuses écoles ont été détruites ou fragilisées lorsqu'un tremblement de terre de magnitude 5.9 a frappé le pays, le samedi 6 octobre à 8h12 du soir. Haïti se trouve à la frontière entre la plaque tectonique caraïbe et la plaque d'Amérique du Nord : le risque sismique y est important, et le tremblement de terre de 2010 a notamment laissé un profond traumatisme. Au cours des heures suivant la première secousse, la FEPH a lancé une mission d'évaluation

dans les régions directement touchées : le nord-ouest du pays et plus particulièrement les environs de la ville de Port-de-Paix. Y participaient notamment Christon St Fort, directeur exécutif de la FEPH, et Ingrid Hardouin, chargée d'appui aux partenariats, envoyée du Défap. Un mois et demie après ce séisme, Christon St Fort évoque l'évolution de la situation sur le terrain.

Pour aller plus loin :

- [L'actualité du Défap en Haïti](#)
- [Solidarité avec Haïti après le séisme du 6 octobre](#)
- [PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France](#)
- [Le site de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti](#)

De quelle manière la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti est-elle impliquée dans la réponse au séisme du 6 octobre dernier ?

Christon St Fort : Il faut souligner tout d'abord que la FEPPH a l'autorisation de la direction de la Protection civile pour intervenir directement dans les zones sinistrées. Nous avons déjà fait un premier rapport. La

FEPH participe aussi aux différents groupes de travail sur la réponse humanitaire. Dans l'immédiat, nous intervenons surtout dans le domaine de l'appui psychosocial : notre première action d'envergure suite au séisme a été une formation à destination des enseignants. Un responsable du ministère de l'Éducation nationale a d'ailleurs souligné, à propos de cette formation à l'appui psychosocial, que la FEPH était la première institution à faire ce genre d'intervention dans la zone

touchée par le séisme depuis le 6 octobre.

D'autres actions sont envisagées : notamment une évaluation de l'état de tous les bâtiments scolaires situés dans la région où s'est produit le séisme. Il ne suffit pas de constater qu'il y a des fissures dans un mur : il nous faut l'avis de techniciens compétents pour savoir si le mur est réparable ou si l'école, à terme, s'écroulera – et s'il vaut mieux la raser pour reconstruire. Pour faire une

telle évaluation, il faut du temps et des moyens... Un autre aspect, c'est la «peur du béton» : beaucoup d'enfants craignent de retourner en classe, redoutent que le bâtiment ne s'effondre, et il nous faut des éléments pour pouvoir les rassurer.

Quelles sont les actions envisagées à moyen terme ?



L'équipe de la FEPH partant évaluer les besoins : au centre, Ingrid Hardouin, envoyée du Défap © FEPH

Christon St Fort : Il faudra réparer, bien sûr, là où c'est possible ; et pour les écoles qui se révéleront trop endommagées, il faudra reconstruire. Ce qui supposera dans un premier temps de

monter des classes transitoires en structures légères : car reconstruire en dur prend du temps, et il faut bien que les élèves puissent poursuivre leur scolarité. Une autre action d'envergure sera l'information sur les risques naturels. La FEPH est déjà impliquée dans des campagnes d'éducation à la gestion des risques et des désastres : il s'agit de sensibiliser à la fois les enseignants et les élèves aux conduites à tenir en cas de catastrophe naturelle. Haïti est un pays particulièrement exposé, qu'il

s'agisse de tremblements de terre ou de cyclones. On sait bien qu'il y aura d'autres séismes. Or si les enfants ne sont pas bien formés, ils ne peuvent pas savoir quel comportement adopter en cas de catastrophe. Voilà pourquoi la FEPH tient particulièrement à développer ces formations dans les écoles.

Enfin, au-delà des bâtiments, il y a tout le matériel scolaire à reconstituer : il faut aider les familles dont les enfants n'ont plus d'affaires de classe, fournir

du matériel scolaire aux enseignants quand le leur a été détruit... Ce ne sont pas les projets qui manquent.

Où en est la réponse des autorités haïtiennes face aux conséquences du séisme ?



Christon St Fort © FEPH

Christon St Fort : Elle est

plutôt lente. L'État haïtien s'avère malheureusement dépassé par les événements. Il faut dire que la situation politique n'est pas favorable. Actuellement, il y a des mouvements de protestation dans tout le pays contre le gouvernement en place. La première raison, ce sont les soupçons de corruption : les dirigeants actuels, mais aussi leurs prédécesseurs, sont soupçonnés d'avoir dilapidé les fonds du programme PetroCaribe. C'est un accord régional entre les pays des Caraïbes et le Venezuela, dans

lequel Haïti est partie prenante, et qui permet d'obtenir du pétrole vénézuélien à des conditions préférentielles – notamment avec un système de paiements échelonnés. Or 3,8 milliards de dollars affectés à ce programme, et correspondant à des prêts accordés par le Venezuela sous forme de vente à crédit de carburant, remboursables sur vingt-cinq ans avec un taux d'intérêt de 1% par an, semblent avoir disparu... La deuxième raison, liée à la première, ce sont les voix qui s'élèvent au sein

de l'opposition au président haïtien, Jovenel Moïse, pour réclamer son départ. Ceux qui avaient protesté contre son arrivée à la présidence voient aujourd'hui, dans le scandale PetroCaribe, un moyen de l'obliger à partir. Le 17 octobre dernier, il y a eu à Port-au-Prince une très grande manifestation contre la corruption. Le 18 novembre, jour de fête nationale, l'opposition a organisé de nouveaux défilés, il y a eu plusieurs morts ; et depuis le pays est bloqué. J'ai vu Port-au-Prince devenir une ville

morte pendant plusieurs jours. Les banques restent fermées, tout comme les administrations et les commerces, les transports sont bloqués... Bien évidemment, dans un tel contexte, la FEPH elle aussi a dû reporter certaines de ses activités.

*Propos recueillis par Franck
Lefebvre-Billiez*

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :



- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

**Attentat en
Égypte :
communiqué
commun des
institutions
protestantes**

françaises

En Égypte, la communauté copte a été de nouveau visée par un attentat. Sept fidèles ont été tués et de nombreux autres blessés sur la route du monastère de Saint-Samuel, le vendredi 2 novembre, quand des hommes armés ont ouvert le feu sur leur bus. L'attaque a été revendiquée par le groupe État islamique (EI). Dans un communiqué commun, le

Défap, l'Action Chrétienne en Orient, la Fédération protestante de France, l'Église protestante unie de France, l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine, dénoncent «le fanatisme et l'extrémisme meurtrier» à l'origine d'un tel acte, qui «nous engage à soutenir toutes les initiatives visant à la paix et à l'égalité entre les communautés religieuses d'Égypte».



***Le lieu de l'attaque,
dans la province d'al-Minya
(DR)***

**« Nous voulons adresser
toute notre compassion,
notre solidarité et nos
prières aux familles et aux
chrétiens égyptiens touchés**

par le nouvel attentat qui a fait vendredi dernier sept victimes et de nombreux blessés au sein de la communauté copte.

Pour aller plus loin :

- [Égypte : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [Téléchargez le texte de ce communiqué en pdf](#)

Le fanatisme et l'extrémisme meurtrier du soit disant État islamique ont encore une fois visé des chrétiens de la province d'al-Minya alors qu'ils se rendaient en pèlerinage au monastère

d'Anba Samuel.

**Cet acte horrible nous
révolte et nous engage à
soutenir toutes les
initiatives visant à la
paix et à l'égalité entre
les communautés religieuses
d'Égypte. Ainsi nous nous
réjouissons de la
conférence pour la paix qui
s'est tenue au Mont Sinaï
les 18 et 19 octobre
derniers et qui a réuni les
différentes autorités
civiles et religieuses du**

pays autour du thème *Ici nous prions ensemble.*

C'est dans cette lutte pour la tolérance et dans l'espérance de la victoire de la vie sur les forces de mort que nous encourageons nos frères et nos sœurs d'Égypte à garder courage et confiance. »

Le 7 novembre 2018

M. François Clavairolly,

***président de la Fédération
Protestante de France***

***Mme Emmanuelle Seyboldt,
présidente du Conseil
national de l'Église
protestante unie de France***

***M. Christian Albecker,
président de l'Union des
Églises Protestantes
d'Alsace et de Lorraine***

***M. Joël Dautheville,
président du DEFAP, service
protestant de Mission***

M. Albert Huber, président de l'Action Chrétienne en Orient



Pour l'État islamique, toutes les croyances autres sont des cibles

Le groupe jihadiste État islamique prône une version extrême du salafisme, courant fondamentaliste de l'islam sunnite prônant un retour aux pratiques de l'époque du prophète Mahomet et de ses premiers disciples, qui l'amène à s'attaquer non seulement aux fidèles des autres religions, mais aussi à ceux d'autres branches de l'islam considérées comme hérétiques. L'État islamique a ainsi revendiqué une série d'attentats contre la communauté copte d'Égypte. Le soufisme, courant ésotérique de l'islam, est accusé pour sa part d'hérésie et de polythéisme, de fait de son recours à l'intercession des saints morts. L'État islamique condamne aussi ce qu'il qualifie d' »innovations » : rites et prières des soufis non prescrits à l'origine par le prophète Mahomet.

Madagascar : nourrir, accueillir, accompagner

Après un tour d'horizon des

enjeux et des conditions de la présidentielle malgache, présentation d'un des projets soutenus par le Défap : l'accueil périscolaire des sœurs de Mamré, à Tananarive. Il fait partie des projets tournant autour de l'éducation où travaillent des envoyés du Service protestant de mission. Le point à travers cet article du pasteur Enno Strobel, responsable du service mission de l'UEPAL (Union

**des Églises protestantes
d'Alsace et de Lorraine),
publié dans le dernier
numéro de L'Église
missionnaire.**



***Envoyée du Défap à
l'accueil périscolaire des
sœurs de Mamré, à
Tananarive © Enno Strobel
pour L'Église missionnaire***

Ambavahadimitafo, quartier sur une des 12 collines de Tananarive, capitale de Madagascar. Situé à proximité du palais de la reine, célèbre emblème de la ville, il y a de l'ombre et de la lumière : une population plutôt «bourgeoise» vivant à côté de personnes extrêmement pauvres.

Il y a une vingtaine

d'années, une institutrice de l'école primaire publique du quartier vient voir ses voisines, les sœurs de Mamré, communauté de diaconesses proches de la FJKM (Église réformée de Madagascar). Depuis un certain temps déjà, elle avait remarqué que les enfants avaient l'air de plus en plus fatigués, comme éteints, et ceci pendant les cours et à la récréation. Suite à cela, elle va visiter les

**familles des enfants,
qu'elle trouve dans des
situations désastreuses.
Elle découvre que bon
nombre d'enfants n'a pas un
repas par jour, que 7 ou 8
personnes vivent dans des
espèces de baraques de 3m².
Que faire ?**

**La première nécessité :
nourrir les enfants, pour
qu'ils aient la force
d'être réceptifs à l'école.
L'amorce d'une cantine
scolaire est vite donnée.**

Les sœurs s'engagent à organiser les repas. La paroisse FJKM les soutient, entre autres, en leur mettant à disposition une maison. Aujourd'hui, une centaine d'enfants reçoivent un repas chaud par jour. Ils sont bien plus à en avoir besoin. Pourtant, c'est bien plus qu'une goutte d'eau dans l'océan !

Investir dans l'éducation pour un avenir meilleur

Pour aller plus loin :

- [Madagascar : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [Madagascar : d'une élection à l'autre](#)
 - [L'enjeu du français à Madagascar](#)
- [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

Or, la nourriture seule ne suffit pas pour sortir de l'impasse d'une couche sociale vivant aux limites

existentielles en permanence. L'appartenance à cette couche est quasiment bétonnée par le système d'éducation nationale : l'enseignement primaire se fait en malgache, le secondaire en français, sans parler des études supérieures. Mais qui maîtrise suffisamment la langue française pour réussir les examens exigeants donnant accès au secondaire ? Les familles aisées, lettrées. Celles

qui se promènent en 4×4.
Pas les enfants du
chauffeur de taxi qui
conduit une 4L des années
70, qui tombe régulièrement
en panne d'essence, parce
qu'il ne peut acheter que
2-3 litres de carburant à
la fois avec ce qu'il a
dans sa caisse (1).

Pour cela, la cantine
scolaire devient accueil
périscolaire. Deux jeunes
services civiques français
envoyés par le Défap y sont

engagés, à côté d'un animateur malgache (ancien bénéficiaire de la structure) et du cuisinier : aide aux devoirs, améliorer le niveau de français de manière ludique, un peu de loisirs et de distractions, avant de rentrer «à la maison».

Madagascar est un des pays les plus pauvres du monde. La détresse est criante, où que vous alliez. Comme dans beaucoup d'autres pays de

l'hémisphère sud, ce ne sont pas les moyens qui manquent (terres précieuses, pétrole etc.), mais ils sont dévorés par la corruption et l'enrichissement des dirigeants politiques et économiques du Nord et du Sud. Il ne reste plus grand-chose pour le peuple. Son avenir lui est confisqué. Pourquoi il ne se lève pas pour réclamer ses droits et ses biens ? Parce que la base de toute

capacité de résistance à ce niveau est l'éducation, la formation, le savoir nécessaire qui donne l'estime de soi nécessaire pour montrer du doigt l'injustice, pour se défendre. Investir dans l'éducation et le bien-être de ces enfants est investir dans un avenir meilleur. Goutte à goutte on remplit la cuve !

L'UEPAL soutient la structure aussi via La

Cause (projet n° 2018.17 du «carnet de solidarité»).

Enno Strobel pour L'Église missionnaire

1) Le revenu moyen à Madagascar est de 39 euros, le SMIC s'élève à 20 euros. Un litre de carburant coûte 1 euro.

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de

*France, et des actions du
Défap.*

**Madagascar :
d'une
élection à**

l'autre

Cette semaine, gros plan sur Madagascar, en pleine élection présidentielle. Le Défap y soutient, notamment à travers ses envoyés, des projets qui tournent essentiellement autour de l'éducation. Quels sont les enjeux du scrutin en cours ? Que

**peuvent en attendre les
Malgaches ?**



***Vue de Tananarive ©
Franck Lefebvre-Billiez,
Défap***

**D'une présidentielle à
l'autre, on retrouve la
même pléthore de**

**candidats à Madagascar :
au premier tour en 2013,
ils étaient 34. Pour
cette année 2018, 36.
Une diversité qui reste
surtout de façade : la
campagne est dominée de
manière écrasante par
quelques favoris, tous
d'anciens présidents,
tous disposant de moyens
financiers colossaux,
capables de déplacer des
foules et de remplir des**

**stades... sous le regard
largement indifférent de
la très grande majorité
des Malgaches, qui
n'envisagent le scrutin
qu'à l'aune des troubles
possibles, mais n'en
espèrent rien. En 2018
comme en 2013,
Madagascar reste l'un
des États les plus
pauvres du monde : il
occupe le quatrième rang
du classement des pays**

qui produisent le moins de richesses par rapport à sa population, avec un PIB par habitant de 424 dollars. Un enfant de moins de 5 ans sur deux souffre d'un retard de croissance et Madagascar reste le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. L'écrasante majorité de la population vit sous

**le seuil de pauvreté
absolue de 2 dollars par
jour.**

**Si la situation de l'île
a évolué depuis 2013,
c'est un changement qui
est beaucoup plus
visible au niveau des
grands indicateurs
économiques que dans le
quotidien des Malgaches.
Le scrutin de 2013 avait
représenté une forme de**

**normalisation après
plusieurs années d'une
crise politique qui
s'était traduite par un
retrait des bailleurs de
fonds internationaux,
plongeant l'économie du
pays dans un profond
marasme. Depuis le
retour à l'ordre
constitutionnel, le taux
de croissance a rebondi,
dépassant les 4% contre
une moyenne de 2,7%**

durant la crise de 2009 à 2013. Mais la Grande Île reste très exposée aux aléas climatiques : en 2017, le secteur agricole, principale source de revenus pour une population qui reste à plus de 80% rurale, a subi les effets des catastrophes naturelles. Conséquence : une pénurie de riz, avec une inflation qui a atteint

**les 9% en décembre 2017,
soit la hausse des prix
la plus élevée en sept
ans. Si les candidats à
la présidentielle
promettent monts et
merveilles, pour les
Malgaches, se nourrir
reste trop souvent la
première préoccupation.
L'éducation vient loin
derrière, et le système
éducatif malgache est en
outre terriblement**

**inégalitaire ; or sans
accès au savoir, pas
d'évolution sociale
possible. Voilà pourquoi
les engagements du Défap
à Madagascar tournent
essentiellement autour
de l'éducation, et
notamment de
l'enseignement du
français, sésame
indispensable pour
accéder à des études
secondaires, voire**

supérieures.

«Épargnez -
nous une
nouvelle
crise»

Pour aller plus loin :

- [Madagascar : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [L'enjeu du français à Madagascar](#)
- [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

L'élection
présidentielle actuelle

**est organisée quelques
mois après une crise
politique qui a fait
deux morts. L'opposition
dénonçait la volonté du
président de la museler.
Un gouvernement d'union
nationale a été mis en
place en juin et permis
d'apaiser la situation
politique. Depuis, le
président Hery
Rajaonarimampianina a
démissionné, comme le**

**prévoit la Constitution
du pays, afin de se
consacrer à sa campagne
électorale ; il l'a
largement axée sur son
bilan, évoquant des
constructions de routes
et d'écoles, tentant de
se démarquer des autres
candidats en
revendiquant son respect
de l'ordre
constitutionnel. Il est
vrai que les deux autres**

**favoris, Andry Rajoelina
et Marc Ravalomanana,
semblent poursuivre par
meetings interposés leur
guérilla qui s'était
traduite par la
démission forcée de
Ravalomanana en 2009,
lors d'un coup de force
de l'armée après de
violentes manifestations
de rue inspirées par le
maire d'alors de la
capitale, Andry**

Rajoelina. Mais plus que ces arguments de campagne, ce qui semble devoir départager les candidats, c'est l'argent investi en émissions, meetings, affiches... Andry Rajoelina dispose ainsi d'une force de frappe importante avec sa propre chaîne de télévision, la chaîne Viva, qui diffuse 24h

sur 24 et emploie plus d'une centaine de salariés. Marc Ravalomanana dispose aussi de moyens télévisés, quoique plus modestes, avec MBS : la chaîne, qui emploie une trentaine de salariés, a repris sa diffusion il y a quelques mois après avoir été fermée lors de la crise de 2009. Loin derrière, un autre grand

**ancien de la politique
malgache, Didier
Ratsiraka, tente aussi
de se faire entendre. Au
cours de ses deux
périodes à la tête de
l'île (1975-1993 et
1997-2002), il a alterné
socialisme à la malgache
et libéralisation, avant
d'être contraint à céder
le pouvoir par Marc
Ravalomanana lors
d'élections**

**présidentielles dont le
second tour n'a jamais
eu lieu...**



*Un pays qui reste à plus de 80% rural : maisons
traditionnelles malgaches © Défap*

**À Madagascar, il
n'existe pas de règle**

**d'équité dans la
communication politique
lors des campagnes
électorales. Celui qui a
le plus de moyens pour
se faire entendre a donc
de bonnes chances d'être
élu. En témoigne une
étude de la fondation
allemande Friedrich
Ebert, financée par
l'Union européenne, qui
a ressurgi en pleine
campagne : bien que**

datée de 2016, elle a eu un fort retentissement il y a quelques mois sur les réseaux sociaux. Elle chiffrait le coût de la campagne de Hery Rajaonarimampianina en 2013 à 43 millions de dollars, ce qui faisait de lui le candidat ayant dépensé le plus d'argent par vote obtenu, soit 21,5 dollars par voix. À titre de comparaison,

**Donald Trump n'avait
dépensé «que» 12,6
dollars par voix obtenue
lors de la
présidentielle
américaine, et François
Hollande 1,21 dollar
lors de la
présidentielle
française... Aujourd'hui
encore, la disproportion
des moyens est telle que
dans les parties les
plus enclavées de l'île,**

une bonne partie de la population ignore tout simplement l'existence de la majorité des candidats, croyant que le scrutin se jouera entre deux prétendants.

Le point commun entre les quatre favoris est ainsi qu'ils ont tous constitué de véritables trésors de guerre à l'époque où ils étaient

**au pouvoir. Derrière,
les autres se battent
pour exister, entre
sous-représentation
médiatique et aléas d'un
système électoral
gangréné par la
corruption. Jusqu'à la
veille de l'échéance
électorale, 27 candidats
ont fait le siège de la
Haute Cour
constitutionnelle (HCC),
pour contester la**

**validité des listes
électorales et demander
un report du vote. Avec
tous les risques d'une
nouvelle crise, dénoncés
à quelques jours du
scrutin par
Ketakandriana Rafitoson,
directrice de
Transparency
International à
Madagascar : «Si l'on
veut éviter les
malversations, il ne**

reste plus qu'un moyen : couvrir l'ensemble des bureaux de vote par des observateurs citoyens bénévoles. S'ils n'ont pas informatisé à 100% le système, c'est pour mieux manipuler les choses. C'est un appel qu'on lance : par pitié, épargnez-nous une nouvelle crise.»

Franck Lefebvre-Billiez

***Retrouvez dans la vidéo
ci-dessous une
présentation de
Madagascar, des liens
existant aujourd'hui
avec les Églises
protestantes de France,
et des actions du Défap.***